

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 22 Juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières Beaucé

LE PILET

35133 La Chapelle-Fleurigné

Références : UD35/2025-289

Code AIOT : 0005502754

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement Carrières Beaucé implanté LE PILET 35133 LA CHAPELLE-FLEURIGNÉ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières Beaucé
- LE PILET 35133 LA CHAPELLE-FLEURIGNÉ
- Code AIOT : 0005502754
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière BEAUCÉ est une carrière de roche massive qui a bénéficié d'un nouvel arrêté préfectoral le 7 février 2025, pour une production annuelle maximum de 500 000 t sur une durée de trente ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.7	Demande d'action corrective	3 mois
11	Stockage de stériles et de matériaux inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 2.1.4	Demande d'action corrective	3 mois
13	Campagnes de mesures et suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
15	Mesures de limitation des risques de pollution	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.2.5	Demande d'action corrective	3 mois
16	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.4 et 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Suivi du milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
20	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 5.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 1
2	Surfaces exploitées	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.1.2
3	Date prévisionnelle de mise en service	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.6.1
4	Récolement des prescriptions	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.6.2
5	Transmission du récolement et plan d'actions	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.6.3
7	Information et écoute des riverains	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.8
8	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.9.2
9	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.11
10	Extraction	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 2.1.2
12	Plan de surveillance poussières	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 2.2.1
18	Suivi piézométrique	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.8
19	Déviator du ruisseau de la Motte d'Yné	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.9
21	Espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 7.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des suivis requis par le nouvel arrêté préfectoral a été engagé, dans la continuité de la précédente autorisation (rejets aqueux, poussières, suivi du milieu récepteur et de l'avifaune notamment).

L'Inspection note cependant que le suivi de la consommation d'eau doit être mis en œuvre, tout comme la mesure en continu du débit de rejet des eaux dans le milieu (ruisseau de la Motte d'Yné).

Par ailleurs, en matière de prévention des risques accidentels, l'exploitant devra faire réceptionner sa réserve incendie par le SDIS dès que possible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Production autorisée
Prescription contrôlée : Rubrique n° 2510-1 - Exploitation de carrière Production annuelle : 650 000 t (maximum)
Constats : La production annuelle en 2024 était de 274 000 t selon les données entrées dans l'application GERP, en deçà de la production maximale (à savoir 650 000 t) autorisée par l'arrêté du 5 juillet 2022 régissant alors l'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surfaces exploitées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'extraction de matériaux est réalisée jusqu'à la cote minimale de 60 m NGF. Les parcelles AE 105, 107, et 108 ne sont pas concernées par les activités de l'exploitation. Aucune activité d'extraction ou de stockage n'est réalisée sur la partie nord des parcelles AL 125, 126 et 127.
Constats : L'inspection s'est assurée: - que la cote minimale d'extraction a été respectée (cote minimale actuelle selon le plan fourni = 105 m NGF en fond de fosse) ; - que les parcelles concernées étaient bien exemptes de toute activité d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Date prévisionnelle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Date prévisionnelle de mise en service
Prescription contrôlée : L'exploitant notifie à l'Inspection des installations classées la date de la mise en service, au sens de l'article 8 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé, des installations objets de cet arrêté préalablement à celle-ci.
Constats : La déclaration de mise en service des installations a été réalisée par lettre adressée à la préfecture le 6 juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Récolement des prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Récolement des prescriptions
Prescription contrôlée : Dans le mois qui suit la mise en service des installations, l'exploitant fait procéder, sous sa responsabilité et par une personne compétente, indépendante de celles impliquées dans la réalisation et l'exploitation des installations, à un récolement des prescriptions du présent arrêté et des textes réglementaires qu'il vise.
Constats : Un récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral du site a été réalisé et transmis à l'inspection en amont de la présente visite le 6 juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Transmission du récolement et plan d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission du récolement et plan d'actions
Prescription contrôlée : Le compte-rendu du récolement est transmis à l'Inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent la mise en service des installations. Il est accompagné, pour les prescriptions qui ne seraient pas satisfaites, d'un plan d'actions de mise en conformité qui précise, pour chaque prescription, la mesure palliative prise sans délai ainsi que la date d'achèvement de la mise en conformité dont le délai de réalisation n'excède pas trois mois.
Constats : Un plan d'actions a été transmis à l'inspection en amont de la présente visite, accompagné des dates de réalisation des actions en cours ou à venir. Compte-tenu de la date de mise en service déclarée très récente (6 juin 2025), certaines actions n'ont pu être déployées mais sont annoncées ou prévues selon un calendrier défini.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé par un tiers qualifié à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les références des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;• les bords de la fouille ;• les surfaces en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;• les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• le positionnement des fronts et la progression du remblai ;• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau... telles que définies à l'article 1.9.2) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de l'établissement et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : Le dernier plan topographique a été réalisé en décembre 2024 (respect de la périodicité annuelle de révision).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Le plan des installations doit être complété : <ul style="list-style-type: none">- par l'indication des surfaces S1, S2, et S3 et l'analyse des éventuels écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation,- par la localisation des nouvelles bornes délimitant le périmètre étendu au nord du site (prévu en août 2025).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Information et écoute des riverains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Information et écoute des riverains
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une instance de concertation avec a minima les représentants de la mairie et les riverains qui sera organisée sous la présidence de la mairie.
Constats : Un comité de suivi est prévu le 25 juillet prochain sous la présidence du maire, sur le site de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <i>> L'inspection invite l'exploitant à lui communiquer le compte-rendu qui sera établi suite à la réunion de ce comité.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Elle est réunie au moins une fois par an mais pourra être organisée à une autre fréquence à la demande de deux des trois parties.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un acte de cautionnement à hauteur de 1 163 537 € (actualisation selon l'indice TP01), couvrant le montant requis, pour une durée s'étendant jusqu'en février 2029.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 1.11
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : A fournir avant la date de mise en service puis révisions tous les 5 ans
Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction a été réalisé en décembre 2023, dans le cadre du dossier de renouvellement de la carrière, et transmis à l'inspection. La prochaine actualisation du plan est donc attendue en 2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée : Les mesures suivantes sont mises en place par le pétitionnaire pour limiter les émissions de poussières : <ul style="list-style-type: none">• utilisation systématique d'un dépoussiéreur sur l'atelier de foration ;• aménagement d'un merlon périphérique de 5 mètres entre la fosse d'extraction élargie et les habitations du lieu-dit « La Basse Gambrie », au Nord-Ouest de la carrière ;
Constats : L'exploitant a confirmé que la foreuse était équipée d'un dépoussiéreur. Les travaux d'aménagement du merlon périphérique au nord-ouest du site, en vis-à-vis du lieu-dit "La basse Gambrie" démarreront à l'automne 2025 selon l'engagement pris par l'exploitant et seront finalisés fin 2028 selon le calendrier prévisionnel établi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockage de stériles et de matériaux inertes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de stériles et de matériaux inertes extérieurs
Prescription contrôlée : Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a pu constater que certains bardages des installations (trémie notamment) étaient endommagés : l'exploitant prévoit leur réparation au cours du mois d'août 2025. D'autres travaux plus conséquents sont prévus dans un futur proche : mise en place d'un nouveau dépoussiéreur et d'un dispositif d'aspersion sur le convoyeur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <i>> L'inspection demande à être informée de la réalisation des travaux de réparation du bardage une fois ceux-ci effectués.</i> <i>Les modifications apportées aux installations par ailleurs seront portées à la connaissance de l'inspection avant leur réalisation.</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Plan de surveillance poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : Un plan de surveillance a été établi dans le cadre du dossier de renouvellement / d'extension ayant abouti à la délivrance de l'actuel arrêté d'autorisation. Il prévoit 4 stations de mesures, identiques à celles précédemment identifiées lors de la précédente autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Campagnes de mesures et suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes de mesures et suivi des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini dans le plan de surveillance prescrit à l'article 2.2.1. L'objectif à atteindre est de moins de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type suivi du plan de surveillance. En cas de dépassement, l'exploitant en informe l'Inspection des installations classées et lui transmet un plan d'action accompagné d'un échéancier de réalisation. En fonction de l'avancement de l'exploitation, de sa configuration et des vents dominants, le suivi des retombées de poussières est effectué sur l'ensemble des stations de mesures de suivi et en limite de site, ou sur une partie d'entre elles seulement. Ce choix sera alors précisément expliqué et justifié. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue ci-dessus, la fréquence trimestrielle devient semestrielle. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour.
Constats : Les analyses sont réalisées trimestriellement. Les dernières ont été réalisées en mai 2025 : le rapport correspondant n'a pour l'heure pas été communiqué à l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce que le dernier rapport de mesure des retombées de poussières, comprenant une analyse des résultats obtenus au regard du seuil réglementaire fixé, lui soit communiqué dès sa réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable est équipé d'un compteur relevé au moins mensuellement et d'un dispositif de disconnexion agréé et entretenu interdisant tout retour dans le réseau d'adduction publique.
Constats : L'eau utilisée sur le site est destinée uniquement aux usages sanitaires des 8 personnes présentes sur place. Le relevé du compteur n'est pas effectué mensuellement comme attendu. La localisation du disconnecteur n'était pas connue lors de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce que le relevé mensuel du compteur d'eau soit effectué dès aujourd'hui. Un bilan de la consommation annuelle réalisée pour l'année 2024 lui sera par ailleurs transmis. La présence et la localisation du disconnecteur seront attestées par tout justificatif utile transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Mesures de limitation des risques de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de limitation des risques de pollution
Prescription contrôlée : Les mesures suivantes sont mises en place afin de limiter le risque d'atteinte à la qualité des eaux et des sols par les hydrocarbures : stockage du carburant (GNR) dans une cuve aérienne 2 m ³ de GNR positionné sur rétention dans un local dédié situé à l'Est du hangar de réparation et d'entretien des engins, stockage des huiles neuves et usagées en fûts de 200 litres positionnés sur rétention dans l'atelier d'entretien des engins (environ 2 m ³ au total) : remplissage et lavage des engins sur l'aire étanche de l'atelier, reliée à un séparateur à hydrocarbures implanté à côté du bâtiment, entretien régulier des engins et matériels pour éviter les ruptures de flexibles, En cas de déversement avéré : arrêt du rejet d'exhaure (arrêt des pompes) permet de confiner une éventuelle pollution sur le site, pour récupération par une société agréée, des kits d'urgence (produits absorbants) disponibles dans les engins et dans l'atelier permettent de limiter la propagation des hydrocarbures.
Constats : L'inspection s'est assurée que le stockage du GNR et des huiles était réalisé sur rétention comme attendu. Elle note par ailleurs que des kits d'urgence (absorbants) doivent être installés dans les engins. Un test de l'arrêt du pompage des eaux d'exhaure en cas de pH non conforme a été réalisé le jour de la visite avec succès.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce que des kits d'urgence (absorbants) soient installés dans les engins circulant sur le site en cas de déversement accidentel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.4 et 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets aqueux
Prescription contrôlée : Valeurs limites et débits fixés à l'article 3.2 Périodicité des contrôles : L'exploitant procède à des contrôles de l'ensemble des paramètres précisés ci-dessous, en fonction des fréquences suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pH et débit du rejet : mesures continues• Matières en suspension, fer et aluminium: mesures hebdomadaires• Demande Chimique en Oxygène, hydrocarbures, sulfates, calcium, magnésium, cuivre, zinc, nickel, cadmium, plomb, chrome, cobalt et manganèse : mesures trimestrielles Les valeurs limites figurant ci-dessus sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En cas de non-conformité, les résultats sont adressés dans le délai de quinze jours à l'Inspection des installations classées, accompagnés d'un plan d'action pour y remédier. Les résultats de ces contrôles sont télédéclarés via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Autosurveillance Fréquente).
Constats : Le cadre de surveillance figurant sous l'application GIDAF doit être mis à jour pour intégrer les valeurs limites et périodicités figurant dans le nouvel arrêté préfectoral. Ponctuellement, un dépassement des valeurs limites fixées pour le Zinc et l'Aluminium a été identifié au cours des mesures déjà réalisées (sans dépasser deux fois la VLE fixée pour ces deux paramètres). L'étude d'acceptabilité prescrite à l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral doit permettre de statuer sur la pertinence des valeurs limites fixées et définir le cas échéant les mesures techniques et organisationnelles à mettre en place pour résorber les anomalies constatées. Par ailleurs, le débit n'est pas mesuré en continu actuellement (mesure réalisée toutes les 4 heures).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Dans l'attente de la mise à jour de GIDAF, les résultats d'autosurveillance trimestriels seront transmis à l'inspection par mail. > L'inspection demande par ailleurs à ce que la mesure du débit soit réalisée en continu comme attendu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Suivi du milieu récepteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du milieu récepteur
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à des contrôles du milieu récepteur en amont et en aval du point de rejet sur l'ensemble des paramètres définis au chapitre 3.5, à hauteur de quatre prélèvements physico-chimiques annuels pendant les trois premières années, dont deux à l'étiage. Si, après ces trois premières années, les résultats ne démontrent pas d'impact sur le cours d'eau, seuls deux prélèvements pourront être réalisés, dont un à l'étiage. Par ailleurs, l'exploitant procède à des études I2M2, IBD et indices poissons rivières en amont et aval, au moins chaque année, en période d'étiage.
Constats : Les premières analyses réalisées dans le cadre des prescriptions du nouvel arrêté ont été réalisées en avril 2025 et devront être poursuivies et analysées (évolution et respect des valeurs limites réglementées). Les études I2M2 sont par ailleurs programmées en juillet 2025, l'indice poisson sera évalué au début du mois de septembre selon les engagements pris par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande dans un premier temps à ce que les rapports de suivi correspondants lui soient transmis une fois parvenus, et analysés au regard des prescriptions réglementaires du présent arrêté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Suivi piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi piézométrique
Prescription contrôlée : Un suivi piézométrique de deux ouvrages est réalisé de manière semestrielle : le forage de l'exploitation agricole du Bois Gaucher, à l'Ouest du site (80 m de profondeur), le puits particulier n°7 au lieu-dit « La Basse Gambrie », au Nord-Ouest. Si ce suivi met en évidence un impact de la carrière sur ces ouvrages, l'exploitant doit rechercher une ressource de substitution permettant aux exploitants de ces ouvrages de répondre à leurs besoins. Il en informe l'Inspection des installations classées dans les meilleurs délais.
Constats : Le suivi des niveaux piézométriques a démarré en avril dernier. Il est pour l'heure trop tôt pour statuer sur un éventuel impact de l'exploitation sur les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Déviation du ruisseau de la Motte d'Yné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Déviation du ruisseau de la Motte d'Yné
Prescription contrôlée : La déviation du ruisseau de la Motte d'Yné vers le sud est réalisée notamment selon les dispositions du plan en annexe au présent arrêté. [...] Un dossier de porter à connaissance des travaux réalisés en milieu aquatique est transmis à l'Inspection des installations classées et à l'Office Français de la Biodiversité, deux mois avant les travaux.
Constats : L'étude visant à décrire les travaux envisagés est en cours d'élaboration et figure dans le plan d'actions transmis (échéance fixée à septembre 2026). Un délai de deux ans a par ailleurs été fixé pour que les travaux correspondants soient finalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Réception de la réserve incendie par le SDIS
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et, au minimum : <ul style="list-style-type: none">• une réserve d'eau (bâche souple) constituée au minimum de 120 m³ disponible et accessible en toute circonstance, installée à proximité du parking des engins,• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. La réserve d'eau fait l'objet d'une réception par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) préalablement à la mise en service de l'établissement. Les moyens de défense incendie font l'objet d'une vérification périodique dont les modalités et la périodicité sont fixées par l'exploitant.
Constats : La réserve d'eau a été implantée mais n'a pas fait l'objet d'une réception par le SDIS à ce jour. La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 22/07/2024 (périodicité annuelle respectée). Le registre de sécurité devra être visé à chaque passage du vérificateur (non réalisé lors de sa dernière intervention).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher du SDIS pour réaliser la réception de sa réserve incendie. Une vigilance particulière devra également être exercée pour que le registre de sécurité soit complété lors des vérifications réglementaires effectuées (extincteurs notamment).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Faucon pèlerin
Prescription contrôlée : Concernant le faucon pèlerin, l'exploitant met en place les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">• conservation du front d'exploitation accueillant le nid durant toute la durée de présence de l'espèce• suivi annuel spécifique par une structure compétente durant la période de présence sur site du faucon pèlerin afin d'éviter tout risque de destruction de nichée ou d'abandon de la nichée par les parents. Le suivi devra permettre de repérer une éventuelle aire de nidification et, le cas échéant, d'interrompre les activités aux abords du nid• sensibilisation du personnel du site à la préservation de l'espèce L'exploitant effectue un suivi annuel de l'avifaune sur la carrière, couplé avec le suivi spécifique du faucon pèlerin, pendant les 5 premières années de l'exploitation.
Constats : Le suivi de l'avifaune a démarré en avril 2025 avec l'association BRETAGNE vivante : il a été complété en mai 2025 par un passage de l'OFB (Office Français de la Biodiversité). La présente visite a par ailleurs permis de constater la présence du faucon pèlerin au sein de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite